



RÉDUCTION DES RISQUES DE CATASTROPHE

L'index de risque de catastrophes naturelles en Haïti figure parmi les plus hauts du monde. L'érosion et la déforestation aggravent les conséquences d'inondations régulières surtout en saison cyclonique. Depuis le début des années 2000, le Système national de gestion des risques de catastrophe a développé une culture de réduction des risques dans tout le pays, à travers des activités de prévention, de préparation et de réponse. La Direction de la Protection Civile (DPC) a aussi considérablement renforcé ses capacités aux niveaux national et départemental, avec le soutien accru, tant financier qu'humain, de ses partenaires, y compris les Nations Unies.

FAITS ET CHIFFRES

PRÉVENTION ET ATTÉNUATION DES RISQUES

244 km de routes ont été réhabilitées depuis octobre 2011.

.....

Plus de 70 km de ravines, canaux d'irrigation et de drainage, ont été nettoyés.

.....

25 000 m³ de débris ont été enlevés de 10 ravines importantes de Port-au-Prince par quatre compagnies du génie militaire de la MINUSTAH, afin de prévenir les inondations.

.....

7 centres à usages multiples dans certaines des communes les plus vulnérables du Sud ont été équipés de panneaux solaires et de systèmes de purification de l'eau. Ces centres sont utilisés comme lieux d'évacuation en cas de catastrophe naturelle.

.....

36 projets de réduction des risques d'inondation et d'amélioration de l'assainissement dans des quartiers vulnérables (51 000 Haïtiens employés, dont 30% de femmes).⁽¹⁾

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

41 000 familles (60% de femmes) des zones urbaines et péri-urbaines ont reçu des intrants agricoles et vendu une partie de leur production.

.....

Plus de 8 000 hectares de terres agro-forestières ont été plantés et réhabilités avec des méthodes de conservation des sols.

.....

Un réseau de distribution d'urgence a été développé pour apporter l'assistance alimentaire nécessaire aux plus touchés par les catastrophes (tempête Isaac et ouragan Sandy en 2012).



PRÉPARATION ET RÉPONSE

Création d'un plan national et de dix plans départementaux de contingence en saison cyclonique.

Organisation de quatre exercices de simulation aux cyclones (SIMEX) au niveau national et dix au niveau départemental, ainsi que du premier SIMEX au tsunami, afin d'améliorer la coordination et la réponse.

Formation de plus de 4.500 personnes vivant dans les zones les plus vulnérables à la préparation aux catastrophes, à l'évacuation et aux premiers soins.

DÉVELOPPEMENT INSTITUTIONNEL

Équipement d'un Centre national d'opération d'urgence et de 10 Centres départementaux, aujourd'hui pleinement opérationnels.

Intégration de **70 experts locaux à la DPC**, dont 10 au niveau départemental, et mise en place d'un réseau de télécommunications.

DÉFIS ET PERSPECTIVES

L'une des priorités reste l'adoption au niveau national d'un cadre légal pour la réduction des risques de catastrophe, et l'évaluation aux niveaux national et départemental, des moyens et activités dans le secteur.

Un financement soutenu de la part des donateurs est essentiel pour continuer à investir dans le renforcement des capacités institutionnelles à tous les niveaux et pour intensifier les progrès en matière d'atténuation et d'infrastructures, notamment la réhabilitation des berges, les systèmes de drainage et la construction de logements répondant aux normes sismiques.

Il est fondamental que des campagnes de sensibilisation à la prévention des catastrophes soient élargies au maximum de personnes dans le pays, et que l'intégration de la réduction des risques de catastrophe dans les programmes scolaires soit étendue.

Enfin, les efforts doivent être maintenus pour consolider le système national d'alerte rapide et pour renforcer les capacités logistiques et de communication d'urgence.

TÉMOIGNAGE

« Pour qu'Haïti et les Haïtiens soient plus résilients aux catastrophes »

Marie Alta Jean-Baptiste, directrice de la DPC

